

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1916

[2011/203905]

**7 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette (planches 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

## MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation de l'avant-projet de modification du PASH de la Dyle-Gette par le Gouvernement wallon en date du 16 décembre 2010 et portant plus particulièrement sur :

— le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du centre de Bousval dans la commune de Genappe (modification n° 03.01);

— le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome pour une partie et d'assainissement collectif pour l'autre partie du village de Nethen dans la commune de Grez-Doiceau (modification n° 03.02);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement transitoire des agglomérations de Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert et Lérinnes-Sart-lez-Walhain dans la commune de Walhain (modification n° 03.03);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie de la rue de Biamont dans la commune d'Orp-Jauche (modification n° 03.04);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue d'Orp dans la commune d'Hannut (modification n° 03.05);

— le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif du val de Croix entre les rues Defalque et de Suzeril dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.07);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du quartier Lobra dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.08);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue du Bois des Rêves dans la commune de Court-Saint-Etienne (modification n° 03.09);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue Joseph Triffaux dans la commune d'Hannut (modification n° 03.10);

— le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif de trois zones d'aménagement communal concerté dans la commune de Rixensart (modification n° 03.11);

— le passage du régime transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour une partie et vers le régime d'assainissement collectif pour l'autre partie du Ri du Pinchart (modification n° 03.12);

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 16 décembre 2010 publié au *Moniteur belge* du 30 décembre 2010;

Considérant que le Gouvernement wallon a chargé la S.P.G.E. de soumettre ce projet de modification du PASH de la Dyle-Gette à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales opérationnelles compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 23 décembre 2010 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales opérationnelles compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 03.01/03.04/03.05/03.07/03.08/03.10 et 03.11;

Vu l'avis défavorable de la DGO3 contre des avis favorables des trois autres instances pour les modifications numérotées 03.03 et 03.09; que ces modifications ne sont pas adaptées comme justifié au chapitre 4 du rapport visé à l'annexe I<sup>re</sup>;

Vu les avis favorables sous conditions pour les modifications numérotées 03.02 et 03.12;

Considérant que la consultation a engendré une adaptation mineure pour les modifications du PASH numérotées 03.02 et 03.12 comme explicités au chapitre 4 du rapport ci-annexé; que ces adaptations ont été intégrées au présent projet de modification du PASH de la Dyle-Gette;

Vu le rapport relatif au projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, visé à l'annexe I<sup>re</sup>;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette, visé à l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Annexe I<sup>re</sup>. — Modification du plan d'assainissement  
par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (rubrique « Les PASH »; sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1916

[2011/203905]

**7. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette (Karten 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates (91/271/EWG) vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere des Artikels 43, §§ 2 und 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPLANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette durch die Wallonische Regierung am 16. Dezember 2010, der insbesondere Folgendes betrifft:

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des Zentrums von Bousval in der Gemeinde Genappe (Abänderung Nr. 03.01);

— den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil und zum kollektiven Sanierungsverfahren für den anderen Teil des Dorfes Nethen in der Gemeinde Grez-Doiceau (Abänderung Nr. 03.02);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum vorübergehenden Sanierungsverfahren der Ortschaften Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert und Lérinnes-Sart-lez-Walhain in der Gemeinde Walhain (Abänderung Nr. 03.03);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren eines Teils der "rue de Biamont" in der Gemeinde Orp-Jauche (Abänderung Nr. 03.04);

— den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "rue d'Orp" in der Gemeinde Hannut (Abänderung Nr. 03.05);

— den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des "val de Croix" zwischen der "rue Defalque" und der "rue de Suzeril" in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren des "Viertels Lobra" in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "rue du Bois des Rêves" in der Gemeinde Court-Saint-Etienne (Abänderung Nr. 03.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "rue Joseph Triffaux" in der Gemeinde Hannut (Abänderung Nr. 03.10);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der drei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung in der Gemeinde Rixensart (Abänderung Nr. 03.11);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil und zum kollektiven Sanierungsverfahren für den anderen Teil des "Ri du Pinchart" (Abänderung Nr. 03.12);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 2010 veröffentlichten Erlass vom 16. Dezember 2010 von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, die "S.P.G.E." beauftragt hat, den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen operativen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 23. Dezember 2010 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen operativen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen für die 03.01/03.04/03.05/03.07/03.08/03.10 und 03.11 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet;

Aufgrund des ungünstigen Gutachtens der DGO3 im Gegensatz zu den günstigen Gutachten der drei anderen Instanzen für die 03.03 und 03.09 nummerierten Abänderungen; da diese Abänderungen nicht angepasst sind, wie in Kapitel 4 des in der Anlage I erwähnten Berichts gerechtfertigt wird; Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten für die 03.02 und 03.12 nummerierten Abänderungen;

In der Erwägung, dass die Zurateziehung eine geringfügige Anpassung für die 03.02 und 03.12 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet verursacht hat, wie in Kapitel 4 des beigefügten Berichts erläutert wird, und dass diese Anpassungen in den vorliegenden Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette eingearbeitet worden sind;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung verabschiedet die in der Anlage I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette.

**Art. 2** - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

#### Anlage I. — Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Dyle-Gette und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate bezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1916

[2011/203905]

**7 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete (bladen 3/24, 9/24, 13/24, 16/24, 17/24, 18/24)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3, dat het openbaar onderzoek organiseert;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete, definitief goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005.

## WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied waarbij die opdracht aan de "S.P.G.E." wordt toevertrouwd;

Gelet op de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete op 16 december 2010, met name betreffende :

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrum van Bousval in de gemeente Genappe (wijziging nr. 03.01);

— de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte en naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het andere gedeelte van het dorp Nethen in de gemeente Grez-Doiceau (wijziging nr. 03.02);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het tijdelijk saneringsstelsel van de agglomeraties van Walhain-Saint-Paul, Tourinnes-Saint-Lambert en Lérinnes-Sart-lez-Walhain in de gemeente van Walhain (wijziging nr. 03.03);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de Biamont" in de gemeente Orp-Jauche (wijziging nr. 03.04);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue d'Orp" in de gemeente Hannuit (wijziging nr. 03.04);

— de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "val de Croix" tussen de "rue Defalque" en de "rue de Suzeril" in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.07);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de wijk Lobra in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.08);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel in de "rue du Bois des Rêves" in de gemeente Court-Saint-Etienne (wijziging nr. 03.09);

— de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue Joseph Triffaux" in de gemeente Hannuit (wijziging nr. 03.10);

— de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van drie gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in de gemeente Rixensart (wijziging nr. 03.11);

— de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte en naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het andere gedeelte van de "Ri du Pinchart" (wijziging nr. 03.12);

Overwegende dat de Waalse Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig toe te staan aan de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor beslist wordt een vrijstelling van een milieueffectbeoordeling voor dat plan te verlenen in haar besluit van 16 december 2010 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2010;

Overwegende dat de Waalse Regering de "S.P.G.E." ermee belast het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het overwogen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het verzoek om advies verzonden op 23 december 2010 door de « S.P.G.E. » aan de bij het overwogen onderstroomgebied betrokken gemeenten, aan de betrokken houders van grondwaterwinningen en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek dat op het grondgebied van de betrokken gemeenten wordt georganiseerd;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, § 4 van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." gezonden worden; dat die adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen of de gunstig geachte adviezen van de geraadpleegde instanties voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd 03.01/03.04/03.05/03.07/03.08/03.10 en 03.11;

Gelet op het ongunstige advies van het DGO3 tegen de gunstige adviezen van de andere drie instanties voor de wijzigingen genummerd 03.03 en 03.09, omdat deze wijzigingen niet aangepast zijn zoals vastgesteld in hoofdstuk 5 van het verslag bedoeld in bijlage I;

Gelet op de gunstige adviezen onder voorwaarden voor de wijzigingen genummerd 03.02 en 03.12;

Overwegende dat de raadpleging een ondergeschikte aanpassing heeft veroorzaakt voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 03.02 en 03.12 zoals uiteengezet in hoofdstuk 4 van het bijgaande verslag; dat deze aanpassingen in dit ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete worden opgenomen;

Gelet op het verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering neemt de wijziging aan van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bedoeld in bijlage I.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

#### Bijlage I. — ijsiging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete

Het gewijzigde saneringsplan per onderstroomgebied van de Dijle-Gete bestaat uit een verslag betreffende de wijzigingen ervan en de kaarten i.v.m. elke wijziging.

In dit verslag worden de adviezen van de instanties en personen die zijn geraadpleegd, samengevat en toegelicht. Het houdt ook de nodige aanpassingen van de plannen in naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens met name in termen van uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1917

[2011/203906]

**7 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe (planches 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

#### MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Considérant que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, 34 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

— le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la place du Wez à Comblain-la-Tour dans la commune d'Hamoir (modification n° 10.01);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité nord de la rue Fecher à Villers-aux-Tours dans la commune d'Anthistes (modification n° 10.03);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Mont dans la commune de Comblain-au-Pont (modification n° 10.04);

— le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Rivage dans la commune de Sprimont (modification n° 10.05);

— le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité de la rue des Moges dans la commune de Neupré (modification n° 10.06);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Bomal à Barvaux dans la commune de Durbuy (modification n° 10.07);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de la Libération dans la commune d'Hotton (modification n° 10.08);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Ny dans la commune d'Hotton (modification n° 10.09);

— le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisir à Villeze dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.10);